

Extrait du Paroisses d'Erquy et de Pléneuf

<http://www.erquy-pleneuf.catholique.fr/spip.php?article187>

Au lendemain des manifestations du 11 janvier la société française doit inventer de nouvelles réponses.

Â« Ne remplaçons pas la réflexion par l'émotion Â»

- Actualités - Réflexions sur l'actualité -

Date de mise en ligne : mardi 13 janvier 2015

Copyright © Paroisses d'Erquy et de Pléneuf - Tous droits réservés

Après l'énorme mobilisation de dimanche, se pose la question des défis que la France va devoir relever pour contrer le terrorisme et assurer le vivre ensemble.

ENTRETIEN Rachid Benzine, islamologue, enseignant et chercheur associé à l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence et à l'Institut protestant de théologie de Paris

« Il faut des lieux pour permettre aux musulmans une distance critique »

Nombreux sont les musulmans à affirmer que les attentats en France, ou les violences en Irak, en Syrie ou au Nigeria « n'ont rien à voir avec l'islam ».

Ont-ils raison ?

Rachid Benzine : Non, ceux qui disent cela sont dans le déni. Cette violence a à voir avec une certaine lecture de l'islam qui se répand depuis une quarantaine d'années, en lien à la fois avec l'idéologie des Frères musulmans et avec le wahhabisme saoudien. Rester dans ce déni n'aide pas les musulmans. Il nous faut reconnaître que l'islam traverse une grande tragédie, marquée par le déficit d'instances d'autorité capables de régler les conflits d'interprétation, et par un déficit d'histoire. À cause de cela, on raconte des histoires et on fait des histoires ! Aujourd'hui, sur Internet, les gens ont accès non pas au texte mais à des bribes de texte, à une représentation du prophète de l'islam idéalisée et qui a mis deux siècles à se construire, et à partir de cela, ils bricolent une identité religieuse supposée islamique.

La société n'a pas fait son travail : elle n'a pas pris en compte leur culture, ne l'a pas inscrite dans le récit national et ne leur a pas donné les outils critiques nécessaires pour se l'approprier. Et la communauté musulmane n'a pas fait son travail : ce qui est enseigné dans les mosquées, c'est comme le catéchisme des années 1950 dans l'Église catholique, une histoire sainte, sacrée, sans aucun travail historique ni anthropologique. Or on ne peut comprendre le Coran que si l'on connaît la société du VIIe siècle et ses interactions avec le texte.

Où mener ce travail académique ?

R. B. : Le problème est qu'il n'existe aucun lieu pour ceux qui voudraient entrer dans une intelligence de leur foi ! L'université française a complètement abandonné l'islamologie au profit de la science politique et de la sociologie. Or, seule la théologie critique permet de prendre la distance nécessaire, de nous rendre compte que, de l'ultime, nous n'avons que des représentations.

Que peut-on faire ? Qui doit agir, l'État ou la communauté musulmane ?

R. B. : Le professeur Mohammed Arkoun (2) avait coutume de dire qu'il ne fallait rien attendre des pays majoritairement musulmans. C'est aux pays européens d'engager ce travail : soit dans les institutions de formation musulmanes, soit en exigeant des imams qu'ils se forment à l'histoire à l'université. Après tout, on leur demande bien de se former à la laïcité (comme si elle allait régler tous les problèmes !) à nous d'être inventifs face à cette idéologie meurtrière qui se diffuse sur Internet.

À l'école, à l'université, partout, il nous faut à la fois valoriser la richesse de la tradition musulmane et son apport dans la culture européenne, et l'historiciser. Il faut former les enseignants pour qu'ils introduisent leurs élèves à la distance critique et que ceux-ci l'intériorisent au plus intime. Ne faudrait-il pas un vrai cours spécifiquement sur le fait religieux ? Si nous ne faisons rien, les fantasmes vont perdurer.

La Croix 13 janvier 2015

recueilli par Anne-Bénédicte Hoffner

ENTRETIEN Régis Debray, auteur, entre autres ouvrages, du Moment fraternité (éd. Gallimard)

Le philosophe et essayiste, adepte d'une République aux fortes valeurs, analyse l'effet de la manifestation du 11 janvier et ses prolongements souhaitables

Les trois valeurs de la République - Liberté, égalité, Fraternité - ont été scandées et répétées depuis la tuerie de Charlie. Que pensez-vous de ce rappel et de cette invocation ?

R. D. : J'avais craint à un moment que la liberté fasse oublier l'égalité et la fraternité. Je suis content de voir la sainte devise républicaine retrouver sa plénitude, au demeurant complexe, voire contradictoire. Fraternité, oui. Tous les hommes sont frères et il n'y a pas d'un côté les croyants et les incroyants, les impies et les élus. Affirmer que tous les hommes sont égaux, c'est rappeler qu'il n'y a pas de privilège de naissance conféré par une grâce surnaturelle. Liberté, bien sûr, mais dans le cadre des lois. La liberté d'expression a toujours été encadrée, depuis la déclaration des droits de l'homme et du citoyen. La loi du 29 juillet 1881 pose que tout citoyen peut écrire et imprimer ce qu'il veut, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi. La République, c'est l'état de droit et le respect de la loi.

Après la tuerie et cette unanimité très démonstrative, très impressionnante, sur quoi peut-on fonder un après ?

R. D. : La question de fond est de savoir si un moment d'unanimité peut se transformer en une pratique effective. On peut espérer le retour du politique, c'est-à-dire la supériorité du politique sur l'économique. Le grand événement contemporain en Occident est l'avènement du Nombre, escorté de la Figure, le règne de la dictature comptable du chiffre, accompagnée par celle de la photogénie. La sphère économique doit retrouver sa position de subordonnée. Nous devons retrouver les finalités. Exiger que nos responsables cessent d'être des comptables bruxellois, uniquement préoccupés par le sublime objectif de réduction du déficit et par le non moins sublime grand dessein, le passage du rail au transport par autocar. On peut espérer qu'ils retrouvent la France comme une personne et plus comme une entreprise. On peut espérer qu'ils retrouvent l'Histoire, c'est-à-dire la mémoire et l'espoir. Que le sondage ne soit pas l'alpha et l'oméga de leur conduite. Que le politique retrouve sa dignité. En France, la politique a été une religion séculière depuis 1789. Si vous mettez fin à cette religion séculière, c'est la religion révélée qui va devenir une politique. Nous y avons échappé grâce à notre héritage chrétien et à notre tradition de laïcité républicaine. On risquerait d'y revenir si le vide d'appartenance et le vide symbolique persistaient. Considérer enfin que l'éducation n'est pas uniquement destinée au marché du travail mais qu'elle peut aussi servir à la transmission du savoir.

La fraternité, tout le monde semble sacrifier à cette valeur...

R. D. : J'ai fait un livre sur le sujet, Le Moment fraternité. La fraternité est le contraire de la fratrie, et de la biologie. C'est le sens et non le sang qui la constitue. Elle consiste à s'unir par le cœur et la tête. Il n'y a que des moments-fraternité commandés par la détresse, la fragilité, la vulnérabilité. La fraternité, c'est la reconnaissance d'une paternité symbolique. On est frères en Christ, en une valeur qui vous dépasse. Il n'y a pas de fraternité sans sacralité. Aujourd'hui, on vit dans l'illusion de l'individu qui est son propre père. Ça ne marche pas.

Dans le défilé du 11 janvier, nous avons récupéré la fierté. Par le drapeau, par La Marseillaise, par l'affirmation qu'on peut être français sans être franchouillard et que nous n'avons pas à baisser la tête devant d'autres cultures. L'héritage de la France passe aussi par la gauloiserie à la Wolinski comme par la fronde à la Bernard Maris. C'est le génie français.

Quel est le défi principal à partir d'aujourd'hui ?

R. D. : La reconquête du symbolique, qui unit. Le diabolique est ce qui divise. Le capitalisme financier est diabolique. C'est chacun pour soi, comme dans un naufrage. Donc, retrouver le fédérateur. Qui dit fédérateur dit sacralité, et qui dit sacralité ne dit pas nécessairement bondieuserie. Les compagnons de la Libération avaient un père, de Gaulle, qui avait un sacré, la France. Qu'est-ce qu'une sacralité ? C'est ce qui ne se vend pas, ne se négocie pas, c'est ce qui polarise la limaille et fait d'un tas un tout. La sacralité est ce qui dépasse les hommes, ce qui peut les unir. Mais c'est aux hommes de choisir ce qui les dépasse.

Â« Ne remplaçons pas la réflexion par l'émotion Â»

La Croix 13 janvier 2015

Propos recueilli par Jean-Claude Raspiengeas